

Premier sondage "délibératif" européen : le débat facilite la réforme

[17/10/07 - 19H55 - actualisé à 19:55:00]

Trois grands thèmes ont été abordés : l'économie européenne dans la mondialisation, l'emploi et les retraites et la place de l'Europe dans le monde

Des citoyens européens prêts à rallonger leur période de vie professionnelle ; Une majorité d'entre eux prêts à accueillir de nouveaux pays membres dans l'Union, sauf la Turquie... tels sont quelques uns des résultats du premier "sondage délibératif" mené à travers toute l'Europe par TNS Sofres et le think-tank français, "Notre Europe". Le procédé est original. Il a consisté à réaliser un premier sondage auprès de 3500 citoyens représentatifs des vingt-sept pays membres de l'Union/ Puis un petit échantillon de 362 Européens entre 8 ans et 80 ans a participé à un week-end de travail au Parlement européen ,à Bruxelles, mélange de rencontres et de débats avec des " professionnels " de l'Europe. Après délibération, un nouveau sondage a été mené, permettant de mesurer les changements intervenus après information et dialogue.

Trois grands thèmes ont été abordés : l'économie européenne dans la mondialisation, l'emploi et les retraites et la place de l'Europe dans le monde.

Selon quelques éléments de résultats, publiés ce jeudi par le Financial Times, il ressort de cette enquête " participative " que les Européens sont prêts à accepter des réformes pour peu qu'on leur en explique les enjeux et qu'on leur donne une chance d'en débattre. Ainsi, au terme de ce travail d'information, les citoyens qui accepteraient de rallonger leur durée de vie active et de retarder l'âge de la retraite sont passés de 26% à 40%, ayant pris conscience de la précarité financière des régimes de retraite. Le sondage révèle aussi que les Européens considèrent que la dépendance énergétique de l'Europe vis à vis de la Russie est excessive et que Moscou interfère beaucoup trop dans les affaires de l'Europe de l'est et des pays d'Asie centrale (74% des sondés après délibération contre 65% avant).

S'agissant des futurs élargissements, les Européens sondés y sont favorables à 60%, une majorité se dégageant par exemple pour l'Ukraine . En revanche, le soutien à l'adhésion de la Turquie qui était de 55% avant la délibération , a été ramené à 45% après . Enfin les sondés se sont montrés plus favorables aux investissements étrangers , le soutien passant de 58,4% avant à 69,3% après discussion.

Catherine Chatignoux